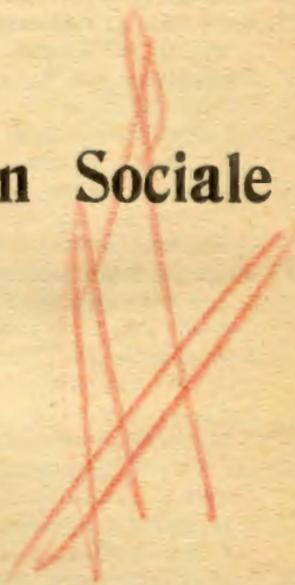


La Révolution Sociale



ÉTUDES SUR LE DEVENIR SOCIAL

X

Karl KAUTSKY

La
Révolution Sociale

DEUXIÈME ÉDITION



PARIS

LIBRAIRIE DES SCIENCES POLITIQUES ET SOCIALES

Marcel RIVIÈRE

31, Rue Jacob, 31

1921

ployé par tout le monde, n'évoque point pour tout le monde les mêmes idées, — mieux encore, que le sens en varie avec le temps pour la même personne, cas assez fréquent. Pour certaines gens, il évoque des barricades, des incendies de châteaux, des guillotines et des septembrisades, enfin l'accumulation de toutes les atrocités imaginables. D'autres voudraient, au contraire, lui enlever tous ses piquants, — si l'on peut dire, — lui donner le sens d'une transformation sociale, considérable, mais pacifique et à peine sensible pour les contemporains, à peu près comme celles qui ont déterminé la découverte de l'Amérique et l'invention de la machine à vapeur. Et entre ces deux extrêmes il y a une foule de nuances usuelles.

Karl Marx, dans la préface à la *Critique de l'Economie Politique*, appelle révolution sociale, la transformation lente ou brusque, qui, pour le vaste ensemble des superstructures politique et juridique de la société, résulte du changement des assises économiques de celle-ci.

S'en tenir à cette définition, c'est établir une distinction fondamentale entre l'idée de révolution sociale et le fait du changement des assises économiques, par exemple du bouleversement amené par l'invention de la machine à vapeur ou la découverte de l'Amérique. C'est admettre que de pareils bouleversements, loin de constituer par eux-mêmes des révolutions, ne jouent dans celles-ci que le rôle de causes premières.

à celui des réformes. Elles peuvent résulter de circonstances isolées, c'est-à-dire ne se rattachant pas le moins du monde à une révolution; elles peuvent corroborer un mouvement réformiste. Lorsque, en France, le 17 juin 1789, les députés du Tiers-Etat se constituèrent en Assemblée nationale, ils accomplirent un acte éminemment révolutionnaire, et cependant il n'y eut pas là le moindre déploiement de violence. En France encore, en 1774 et 1775, on avait vu de grandes insurrections, qui avaient cet objectif unique et nullement révolutionnaire d'aboutir à une taxation du pain, pour en finir avec la cherté de cet aliment.

Il est toutefois incontestable que les combats dans les rues et les exécutions en masse, s'ils ne suffisent pas à caractériser une révolution, n'en sont pas moins susceptibles de nous éclairer indirectement sur ce qu'est en réalité une révolution. Le grand bouleversement qui a débuté pour la France en 1789 est devenu le type classique de toute révolution. C'est à lui que tout le monde pense lorsqu'il est question de révolution. C'est en l'étudiant que nous pourrions le mieux comprendre ce qu'est une révolution, et en elle-même et en opposition avec les réformes.

La révolution avait été précédée d'une série de tentatives réformistes, en particulier de celles de Turgot, pour ne citer que les plus connues, et ces tentatives avaient, à beaucoup d'égards, le même objectif que celui où devait tendre ensuite

la révolution. Or, qu'est-ce qui distingue les réformes de Turgot des mesures analogues prises par les pouvoirs révolutionnaires? C'est que les secondes résultaient de la conquête de la puissance politique par une classe nouvelle. Là réside la différence essentielle entre des réformes et une révolution.

Des mesures tendant à adapter les superstructures politique et juridique de la société à des conditions économiques nouvelles sont des réformes si elles émanent des classes qui, jusqu'alors, ont exercé dans la société la souveraineté politique et économique. Ce sont aussi des réformes si, au lieu d'avoir été accordées de bon gré, elles ont été arrachées par un effort des classes dominées, ou simplement imposées par la force des circonstances. Ce sont au contraire des phases d'une révolution si elles sont l'œuvre d'une classe qui, jusqu'alors opprimée politiquement et économiquement, vient de conquérir le pouvoir politique, et l'utilise, comme c'est nécessaire et d'ailleurs fatal, pour métamorphoser à son profit, et lentement ou promptement, la totalité des superstructures politique et juridique, et instituer de nouveaux modes de rapports sociaux.

La conquête de la force gouvernementale par une classe jusqu'alors opprimée, autrement dit la révolution politique, est donc une caractéristique essentielle de la révolution sociale dans le sens le plus étroit de ce terme, dans le sens

directement opposé à celui de la réformation sociale. Rejeter en principe la révolution politique comme moyen de transformation sociale, vouloir restreindre cette transformation aux mesures que l'on peut obtenir des classes dirigeantes, c'est être un réformiste, — un Sozialreformer, dit-on en Allemagne, — quand même on nourrirait un idéal en opposition absolue avec les modalités sociales existantes. Au contraire, c'est être un révolutionnaire que de vouloir la conquête des pouvoirs publics par une classe jusqu'alors opprimée. Et ce n'est pas cesser d'être un révolutionnaire que de préparer et hâter cette conquête à l'aide de mesures susceptibles d'être arrachées aux classes dominantes. Le réformiste et le révolutionnaire veulent l'un et l'autre des réformes; ce qui les distingue, c'est que le premier restreint la transformation sociale à une série de réformes.

D'autre part, une révolution politique ne devient une révolution sociale que si elle est accomplie par une classe jusqu'alors opprimée et obligée d'assurer par son émancipation sociale son affranchissement politique, parce que sa condition sociale en est arrivée à faire irrédûctiblement obstacle à sa domination politique. De sorte qu'un conflit au sein des classes dirigeantes aura beau présenter les plus violents caractères de guerre civile, ce ne sera pas le moins du monde une révolution sociale.

Je ne m'occuperai ici de la révolution sociale que dans le sens dont il vient d'être question.

CHAPITRE II

Évolution et Révolution

Il n'y a pas d'incompatibilité fondamentale entre les intérêts des classes dirigeantes et une réforme sociale; celle-ci consolide pour un moment la situation sociale de celles-là; elle peut même la renforcer. Une révolution sociale est au contraire en opposition absolue avec les intérêts des classes dominantes, puisque toujours elle équivaut pour celles-ci à l'anéantissement de leur hégémonie.

Il n'est donc pas étonnant que les classes dirigeantes de tous les temps aient maudit et calomnié la révolution et que, à peine leur souveraineté semblait-elle menacée, elles se soient efforcées de substituer à l'idée de la révolution sociale celle des réformes sociales, — et encore en se contentant bien souvent d'opérer dans le ciel les dites réformes.

Toujours c'est aux doctrines les plus en vogue que l'on a emprunté des arguments contre la révolution. Tant que le christianisme a régi la

pensée humaine, on a réprouvé la révolution comme une satanique rébellion contre les autorités instituées par Dieu. Le Nouveau Testament est riche en anathèmes de ce genre, parce qu'il a vu le jour à l'époque des Césars, c'est-à-dire alors que toute rébellion contre les puissances temporelles semblait désespérément vaine, et que toute indépendance avait disparu de la vie politique. Les classes révolutionnaires pouvaient d'ailleurs riposter par des arguments empruntés à l'Ancien Testament, — arguments que l'on retrouve encore sous maintes formes dans l'esprit de certaine démocratie paysanne d'origine assez récente.

Plus tard, quand la mentalité théologique fut remplacée par les conceptions juridiques, on tint le raisonnement suivant: la révolution est une rupture violente du droit en vigueur, mais, personne n'ayant le droit d'attenter au droit, le droit à la révolution serait une absurdité, et la révolution ne peut être que la négation du droit. Alors les protagonistes des classes montantes opposaient, au droit en vigueur, c'est-à-dire déjà devenu historique, le droit revendiqué par ces classes, un droit éternel, affirmaient-ils, parce que fondé sur la raison et la nature, l'inaliénable et l'imprescriptible droit humain. Il ne s'agissait que de restaurer un ordre juridique, lequel, étant le seul légitime, n'avait évidemment pu être aboli que par une violation du droit, et il était par conséquent impossible de considérer cette restaura-

efforts pour concilier le droit naturel et le droit historique. Il lui fallait donc chercher, afin d'anathématiser la révolution, des arguments plus efficaces. Elle en trouva dans une mentalité nouvelle dont l'avènement résultait en somme du sien même, dans la théorie moderne des sciences naturelles. Tant que la bourgeoisie fut révolutionnaire, les sciences naturelles étaient dominées, tant en biologie qu'en géologie, par les théories catastrophiques. Il était entendu que tout dans la nature procédait par grands et brusques sursauts. Quand la révolution bourgeoise eut été accomplie, les théories catastrophiques furent remplacées par l'idée d'un développement continu, insensible, s'opérant par succession d'innombrables et infimes progrès et adaptations, et à l'aide d'une perpétuelle concurrence vitale. La bourgeoisie révolutionnaire avait bien volontiers tenu pour logiques et normales toutes les catastrophes quelconques, la bourgeoisie conservatrice déclara déraisonnable et antinaturelle une pareille conception.

Je ne prétends pas sans doute que les naturalistes, dans leurs théories successives, se soient déterminés d'après les besoins politiques et sociaux de la bourgeoisie. Les représentants des théories catastrophiques professaient des opinions foncièrement réactionnaires et nullement révolutionnaires. Mais l'esprit de classe où il vit influe sur chacun, sans qu'il s'en doute, et chacun en teinte quelque peu ses convictions scientifiques. Pour Darwin, nous le savons positivement :

ses hypothèses se ressentent beaucoup des idées économiques de Malthus, adversaire décidé de la révolution. Les théories de l'évolution sont nées en Angleterre (Lyell, Darwin). Ce n'est pas là un effet du hasard : depuis deux cent cinquante ans, l'histoire de ce pays se compose de poussées révolutionnaires ; mais les classes dominantes ont toujours su les dépouiller à temps de leur acuité.

Une idée peut être déterminée par l'opinion des classes dont elle émane ; cela ne prouve nullement qu'elle soit vraie ou fausse. Mais son succès historique dépend de cette opinion. Les nouvelles théories sur l'évolution ont été adoptées rapidement et avec enthousiasme par de grandes masses populaires, auxquelles toute impossibilité de les vérifier était interdite. La raison en est que ces théories répondaient chez elles à des besoins profonds. D'un côté — et c'est ce qui les rendait précieuses dans les couches révolutionnaires —, elles supprimaient beaucoup plus radicalement que les anciennes théories catastrophiques la nécessité de reconnaître une puissance surnaturelle qui crée le monde par des actes successifs. D'autre part — et c'est par là qu'elles plaisaient surtout à la bourgeoisie —, elles voyaient dans toute révolution, dans toute catastrophe, quelque chose de monstrueux, de contraire aux lois de la nature, d'absurde. Quiconque veut aujourd'hui combattre la révolution au nom de la science se réclame de la théorie de l'évolution : elle démontre, en effet, que la nature ne fait pas de saut ; toute modifi-

cation soudaine des conditions sociales est impossible; le progrès n'est que la somme de très petites modifications, de très minces améliorations, que l'on appelle réformes sociales s'il s'agit de la société. Considérée à ce point de vue, la révolution est, dit-on, une notion antiscientifique qui ne provoque plus qu'un haussement d'épaules chez les gens cultivés.

On pourrait répondre qu'il ne convient cependant pas de mettre directement sur le même plan des procès sociaux et des procès naturels. Inconsciemment, la conception que nous avons des uns influera sur l'idée que nous avons des autres, nous venons de le voir. Mais ce n'est là nullement un avantage. Il nous faut bien plutôt restreindre que favoriser ce passage d'une loi d'une sphère dans une autre. Certes, tout progrès dans les méthodes d'observation, une compréhension plus parfaite des phénomènes dans un domaine, peut tourner au profit de nos méthodes et de nos connaissances dans une autre sphère et le fera sans aucun doute; mais il n'est pas moins sûr que cet ordre de phénomènes est soumis à des lois qui ne s'appliquent pas à un autre.

Il est déjà nécessaire de distinguer rigoureusement la nature inanimée de la nature animée. Personne ne songera, en se fondant sur des analogies extérieures, à transporter purement et simplement une loi qui est valable pour un ordre de choses dans un autre ordre de choses. Il ne viendra à l'esprit de personne de vouloir résoudre les

problèmes de la reproduction sexuelle et de l'hérédité, grâce aux lois des combinaisons chimiques. Mais on commet la même faute en appliquant directement les lois naturelles à la société, quand, par exemple, se réclamant de la lutte pour l'existence, on proclame la nécessité naturelle de la concurrence, quand, s'appuyant sur les lois de l'évolution naturelle, on repousse, on déclare impossible la révolution sociale.

Disons mieux. Si les anciennes théories catastrophiques ont disparu des sciences naturelles, les nouvelles théories qui font de l'évolution la somme de modifications infimes, insignifiantes, se heurtent à des objections de plus en plus fortes. D'un côté, on incline aux théories qu'étatistes, conservatrices, qui réduisent même l'évolution à un minimum; d'autre part, les faits obligent à donner dans l'évolution naturelle une place de plus en plus grande aux catastrophes. Cette remarque s'applique aussi bien aux théories de Lyell sur l'évolution géologique qu'à celles de Darwin sur l'évolution organique.

Il se produit une espèce de synthèse des anciennes théories catastrophiques et des nouvelles théories évolutionnistes semblable à celle que le marxisme a déjà effectué sur elles. Le marxisme distingue entre la lente évolution économique et le bouleversement subit de la superstructure politique et économique. De même beaucoup de théories modernes, tant biologiques que géologiques, reconnaissent, outre l'accumulation de modifica-

Si nous observons la société, nous arrivons à la même constatation. Là encore les révolutions sont le résultat d'évolutions lentes, progressives. Là encore, ce sont les organes sociaux qui se développent lentement. Ce qui peut être modifié aussitôt d'un coup, révolutionnairement, ce sont leurs fonctions. Les chemins de fer ne se sont développés que peu à peu. Par contre, on peut d'un seul coup transformer une ligne de chemin de fer qui, comme exploitation capitaliste, ne sert qu'à enrichir un groupe de capitalistes, en une entreprise socialiste servant exclusivement au bien commun. Et de même qu'à la naissance toutes les fonctions de l'enfant doivent être révolutionnées simultanément, — circulation du sang, respiration, digestion, — de même, dans la ligne de chemin de fer, toutes les fonctions doivent être révolutionnées ensemble, d'un seul coup: toutes en effet sont très étroitement liées. On ne peut les socialiser successivement, graduellement; on ne peut par exemple transformer aujourd'hui en fonctions publiques les fonctions de mécanicien et de chauffeur, quelques années plus tard celles des gardes-barrières, dans quelques années encore celle des caissiers et des comptables, etc. La chose est claire dans le cas d'une ligne de chemin de fer, mais il n'est pas moins absurde de vouloir socialiser graduellement les différentes fonctions d'un ministère dans un Etat centralisé. Un ministère lui aussi est un organisme ayant son unité et dont les

jà continuent à se parfaire. Les dents poussent, les yeux apprennent à voir, les mains saisissent, les jambes marchent, la bouche parle, etc. Une révolution sociale ne peut donc constituer le terme de l'évolution sociale; elle est l'origine d'un nouveau développement. Une révolution socialiste peut, d'un seul coup, faire passer une fabrique, propriété capitaliste, dans la propriété sociale. Mais ce n'est que graduellement, au cours d'une évolution se poursuivant lentement, qu'on peut transformer la fabrique où sévit un travail forcé, monotone, rebutant, en un lieu séduisant où, joyeusement, l'homme exercerait son activité. Une révolution socialiste pourrait aussi faire entrer d'un seul coup dans la propriété sociale les grandes exploitations agricoles. Mais, par contre, dans les régions où règne la petite exploitation paysanne, il faut commencer par créer les organes d'une production sociale, socialiste: ce ne peut être le résultat que d'une lente évolution.

Nous le voyons: l'analogie entre la naissance et la révolution se poursuit assez longuement, cela ne prouve que ceci: on a tort quand, se réclamant de la nature, on affirme que la révolution sociale est nécessairement chose absurde, monstrueuse. Mais nous l'avons déjà dit, nous n'avons pas le droit de déduire des procès naturels des conclusions s'appliquant directement aux procès sociaux. Nous n'avons donc nullement le droit de

quelque chose de nouveau, on cherchait à se persuader soi-même et aux autres que l'on revenait seulement à une tradition oubliée. Les progrès de la technique ne faisaient pas sentir le besoin de nouvelles formes de propriété: ils consistaient uniquement dans les progrès de la division du travail social, dans la division d'une industrie en plusieurs. Mais dans chacune des nouvelles branches, c'était toujours le travail de l'artisan qui s'exerçait comme dans les anciennes, les moyens de production restaient insignifiants, l'habileté manuelle était décisive. Nous rencontrons bien, à côté des paysans et des artisans, de grandes exploitations, — industrielles même, à la fin de l'antiquité, — mais elles étaient confiées aux esclaves qui, comme des étrangers, restaient en dehors de la communauté. Ce ne sont que des entreprises de luxe qui ne peuvent développer aucune force économique particulière, sauf momentanément, aux époques des grandes guerres qui ruinent l'agriculture et font baisser l'esclave de prix. Une forme économique supérieure, un nouvel idéal social ne peuvent sortir d'un régime fondé sur l'esclavage.

Les seules formes du capital qui se développent dans l'antiquité et au Moyen âge sont le capital usuraire et le capital commercial. A certains moments, tous deux peuvent provoquer des modifications économiques rapides. Mais le second ne peut que favoriser la division des anciennes industries en d'autres plus nombreuses et accélérer

rer le progrès des grandes entreprises fondées sur le travail servile. Le capital usuraire n'exerça qu'une influence perturbatrice sur les formes de production existantes, sans en créer de nouvelles. La lutte contre le capital usuraire et contre les grandes exploitations agricoles confiées aux esclaves fit naître parfois des luttes politiques qui ressemblent aux révolutions sociales de notre époque. Mais elles ont pour unique but le rétablissement d'un état antérieur; elles ne tendent pas à une rénovation sociale. Ce fut le cas pour l'amortissement des dettes que Solon sut mener à bonne fin au profit des paysans de l'Attique. Il en est de même des mouvements des paysans et prolétaires romains auxquels les Gracques ont donné leur nom.

A toutes les causes, — lenteur de l'évolution économique, ignorance des rapports sociaux les plus profonds, éparpillement de la vie politique dans de nombreuses communes, toutes différentes, — venait s'en ajouter une autre: dans l'antiquité classique et au Moyen âge, les moyens de réduire une classe naissante étaient relativement faibles. La bureaucratie n'existait pas, du moins là où la vie politique était active et où les luttes de classe étaient menées le plus énergiquement. Dans le monde romain, par exemple, la bureaucratie ne se développa qu'à l'époque impériale. Dans les diverses communes, les relations intérieures, celles qu'elles entretenaient avec leurs voisines, étaient simples, faciles à surveiller,

un grand Etat moderne, toute modification politique importante agit profondément sur une sphère énorme, également, d'un seul coup. La conquête du pouvoir politique par une classe opprimée jusqu'alors doit donc entraîner des effets sociaux bien différents des conséquences qu'elle aurait eues autrefois.

Ensuite, la puissance, les moyens dont dispose l'Etat moderne se sont accrus dans des proportions énormes. La révolution technique amenée par le capitalisme s'étend à la technique des armes de guerre. Depuis la Réforme, elles ne cessent de devenir plus parfaites, mais aussi plus coûteuses. Elles rentrent parmi les privilèges de l'autorité publique. Ce seul fait suffit à séparer l'armée de la nation alors même que l'obligation du service militaire est générale quand elle n'est pas complétée par l'armement général du peuple, ce qui n'est le cas dans aucun grand Etat. Partout les chefs militaires sont des soldats de profession, séparés de la nation et formant une caste privilégiée.

Mais la puissance économique, les moyens économiques dont dispose un Etat moderne centralisé sont, eux aussi, énormes si on les compare aux forces de cette nature que possédaient les groupements politiques antérieurs. L'Etat moderne concentre la richesse d'un domaine énorme dont les moyens techniques accessoires laissent bien loin derrière eux ceux des civilisations les plus avancées de l'antiquité.

Il possède en outre une bureaucratie centralisée inconnue autrefois. Les devoirs de l'Etat se sont multipliés si effroyablement qu'il est impossible de les exercer sans une large division du travail et des connaissances professionnelles fort étendues. Le mode de production capitaliste prive les classes dominantes des loisirs dont elles jouissaient. Bien que ne produisant pas et vivant de l'exploitation des classes productrices, leur parasitisme n'est pas oisif. Grâce à la concurrence, à ce ressort de la vie économique actuelle, les exploités se voient contraints de sans cesse se livrer mutuellement les combats les plus exténuants qui menacent les vaincus d'un anéantissement complet.

Mais les capitalistes n'ont ni le temps, ni la tranquillité, ni les connaissances préliminaires indispensables pour s'occuper d'art ou de science. Les conditions préalables d'une participation régulière à l'administration des affaires publiques leur font même défaut. Comme l'art et comme la science, cet office cesse d'être exercé par les classes dominantes. Elles l'abandonnent à des salariés, aux bureaucrates. La classe capitaliste régit mais ne gouverne pas. Elle se contente de commander au gouvernement. La noblesse féodale à son déclin, en devenant une noblesse de cour, s'est satisfaite du même emploi. Mais ce qui, chez elle, est le produit de la corruption, de la renonciation à ses fonctions sociales découle, au contraire, pour la classe capitaliste,

ler la science économique : la production capitaliste est la production par masse : le type de l'Etat capitaliste moderne est le grand Etat. L'économie moderne comme la politique moderne, n'a à s'occuper que de *phénomènes de masses*. Mais plus se multiplient les observations de semblables phénomènes, et plus ressortira ce qu'ils contiennent de général, de régulier, plus s'effacera ce qu'ils ont d'individuel, de fortuit, et plus il sera facile de déterminer les lois auxquelles ils obéissent. L'observation en masse des phénomènes sociaux, faite méthodiquement, constitue la statistique ; la sociologie a son point de départ dans l'économie politique et son point culminant dans la conception matérialiste de l'histoire ; l'une et l'autre science ne sont devenues possibles qu'avec le mode de production capitaliste. C'est alors seulement que les classes ont pu avoir pleinement conscience de l'importance sociale de leurs luttes, alors seulement qu'elles pouvaient se proposer de grands buts sociaux, qui ne seraient plus des songes creux, de vains désirs, venant échouer contre la brutalité des faits, mais qui résulteraient de la connaissance scientifique de ce qui est économiquement possible et nécessaire. Cette connaissance scientifique peut, à la vérité, être erronée, les conclusions qu'on en tire peuvent souvent être illusoire. Mais quelques grandes que puissent être parfois ces erreurs, elles ne peuvent effacer le caractère de toute science véritable, celui de

Dans son essor économique, il est dépassé par la bourgeoisie, aussi le mécontentement et l'envie ne manquent-ils pas de se développer. Mais, par contre, le développement rapide et ininterrompu du prolétariat dans le domaine intellectuel et moral est peut-être le phénomène le plus surprenant de ces cinquante dernières années.

Il y a quelques dizaines d'années encore le niveau du prolétariat était si bas que des socialistes mêmes, redoutaient sa victoire, craignaient qu'elle n'eût les plus funestes conséquences pour la civilisation. Après 1850, Rodbertus écrivait :

« Le danger qui nous menace le plus est qu'une nouvelle invasion des barbares, née cette fois au sein même de la société, n'anéantisse le foyer de la civilisation et de la richesse ».

A cette même époque, Henri Heine déclarait que l'avenir appartenait aux communistes : « J'avouais que l'avenir était aux communistes, — mais je le faisais sur le ton de l'appréhension, de la crainte la plus vive, et, hélas, ce n'était nullement une feinte. En fait, ce n'est qu'avec terreur et en frissonnant que je pense à l'époque où ces sauvages iconoclastes arriveront au pouvoir ; de leurs mains calleuses ils briseront toutes les images de beauté, » etc.

On sait qu'il en a été tout autrement. Ce n'est pas le prolétariat qui met aujourd'hui la civilisation moderne en péril. Le communiste est précisément le soutien le plus sûr de la science et de l'art, et les communistes ont combattu en leur

faveur à mainte reprise et de la façon la plus décidée.

La crainte qui, après la chute de Paris, régnait encore sur tout le monde bourgeois, tend à s'évanouir rapidement. On redoutait que, victorieux, le prolétariat ne s'établît dans notre civilisation comme les Vandales des invasions, pour fonder sur un monceau de ruines un empire d'une barbarie ascétique.

Cette appréhension disparaît donc, et c'est peut-être en partie pour cette raison que les intellectuels bourgeois accordent de plus en plus leurs sympathies au prolétariat et au socialisme.

De même que le prolétariat, la classe des intellectuels est encore une des particularités du mode de production capitaliste. J'en ai déjà fait plus haut la remarque; ce mode occupe si bien les classes dominantes qu'il ne leur reste plus ni le goût ni le loisir d'assurer l'administration des affaires publiques ou de se consacrer aux arts et aux sciences comme le firent l'aristocratie athénienne ou le clergé au plus beau temps de l'Eglise catholique. L'activité intellectuelle la plus élevée, réservée jadis aux classes dominantes, est abandonnée aujourd'hui à des travailleurs salariés, et le nombre de ces fonctionnaires, ingénieurs, artistes, savants de profession, ne cesse de s'accroître rapidement.

Ils forment la classe de ce qu'on appelle les « intellectuels », la « nouvelle classe moyenne ».

Mais elle se distingue surtout de l'ancienne bourgeoisie par l'absence d'une conscience de classe spéciale. Quelques-unes de ces couches possèdent bien une certaine conscience professionnelle, d'état, et surtout une certaine vanité professionnelle, mais les intérêts sont trop spéciaux pour qu'ils puissent donner naissance à une conscience de classe commune. Ses membres se rallient aux classes et aux partis les plus différents; ils leur fournissent leurs défenseurs intellectuels. Les uns combattent pour les intérêts des classes dominantes au service desquelles beaucoup d'intellectuels sont tenus d'entrer par profession. D'autres ont fait leur la cause du prolétariat. Mais la plupart sont restés enfermés jusqu'ici dans le cercle d'idées des petits-bourgeois. Beaucoup d'entre eux ont leur origine dans la petite bourgeoisie; de plus, leur situation dans la société a de l'analogie avec celle de la petite bourgeoisie, ils forment une classe intermédiaire entre le prolétariat et les classes dominantes.

Ce sont ces couches qui, comme nous l'avons fait observer plus haut, témoignent de plus en plus de sympathie au prolétariat et au socialisme. Elles n'ont pas d'intérêt de classe précis, par profession elles sont très accessibles aux vues scientifiques; aussi des considérations intellectuelles peuvent-elles très bien les amener à certains partis politiques. La banqueroute théorique de l'économie bourgeoise, la supériorité théorique du socialisme devaient forcément leur apparaître.

Les intellectuels sentent également que les autres classes cherchent à ravalier toujours la science et l'art; de plus, comparé surtout à la décadence fatale du libéralisme, le succès, le progrès irrésistible de la démocratie socialiste en impose à plus d'un. La sympathie pour les ouvriers, le socialisme deviennent populaires chez les gens instruits. Il n'existe peut-être pas de salon où l'on ne se heurte à un ou à plusieurs socialistes.

Si ces cercles d'hommes cultivés signifiaient la bourgeoisie, sans doute nous aurions partie gagnée, et la révolution sociale serait superflue. On pourrait fort bien s'arranger à l'amiable avec eux; l'évolution lente, silencieuse, n'a pas à redouter de leur part quelque empêchement violent.

Mais ils ne forment qu'une partie de la bourgeoisie. Ils écrivent, il est vrai, et parlent en son nom, mais ne déterminent pas son action. C'est sur ses actes et non sur ses paroles que l'on juge une classe ou un homme.

De plus, cette fraction de la bourgeoisie qui témoigne des sympathies prolétariennes en forme la partie la moins propre au combat et la moins combative.

Autrefois certes, quand, même dans la masse des gens cultivés, le socialisme était flétri comme un crime, comme une démence, les éléments bourgeois ne pouvaient venir au mouvement socialiste qu'en rompant avec tout leur monde. Quiconque abandonnait alors les sphères bour-

geoises pour aller au socialisme avait besoin, pour le faire, d'une énergie, d'une passion et d'une conviction révolutionnaires beaucoup plus grande qu'il n'en fallait à un prolétaire. Et, en thèse générale, ces éléments étaient les membres les plus révolutionnaires du parti et nourrissaient les idées les plus radicales.

Il en est tout autrement aujourd'hui: le socialisme est accepté dans les salons, il n'est plus besoin d'une énergie particulière, il n'est plus nécessaire de rompre avec la société bourgeoise pour porter le nom de socialiste. Rien d'étonnant dès lors que ces nouveaux venus restent imbus des idées et des sentiments traditionnels de leur classe.

Mais les méthodes de combat des intellectuels sont différentes de celles du prolétariat. Ce dernier doit opposer à la richesse et à la force des armes la puissance du nombre et le faisceau de ses organisations de classe. Les intellectuels sont en nombre insignifiant et dénués de toute organisation de classe. Leur seule arme est la persuasion par la parole et par l'écrit, la lutte menée avec les « armes morales », à l'aide de la « supériorité morale »; les socialistes de salon voudraient bien voir décider ainsi les luttes de classes, les luttes prolétariennes. Ils se déclarent prêts à accorder au prolétariat leur assistance morale, mais à condition qu'il renonce à la violence, non seulement là où elle est sans espoir — les prolétaires l'abandonnent également dans ce cas, —

mais même quand le succès est probable. Aussi cherchent-ils à frapper de discrédit l'idée de révolution, à représenter celle-ci comme un moyen inefficace. Ils s'efforcent de séparer du prolétariat une aile de réformistes. Ils accomplissent donc une œuvre de division, d'affaiblissement.

Tel est, jusqu'à présent, le seul résultat produit par ce commencement de conversion des intellectuels au socialisme.

A côté de cette « nouvelle classe moyenne », l'ancienne, la petite bourgeoisie, continue à végéter. Elle formait autrefois l'épine dorsale des révolutions. Combative, propre à la lutte, quand les circonstances lui étaient favorables, elle se soulevait volontiers contre toute sujétion, contre toute exploitation, contre la bureaucratie et le militarisme, contre les privilèges de la féodalité et du clergé. Elle formait le noyau des troupes de la démocratie bourgeoise. Une partie de la nouvelle classe moyenne fait aujourd'hui montre de bienveillance envers l'ouvrier; de même la petite bourgeoisie témoignait autrefois une grande sympathie pour le prolétariat, agissait de concert avec lui, lui donnait et en recevait des encouragements moraux et des forces matérielles. Mais, ancienne ou nouvelle, la classe moyenne est toujours un allié peu sûr: la raison en est dans sa position intermédiaire entre les classes exploitantes et les classes exploitées. Comme Marx l'a déjà remarqué, le petit-bourgeois n'est pas tout à fait un prolétaire, mais n'est pas absolument

un bourgeois. Suivant la situation, il a conscience d'être tantôt l'un, tantôt l'autre.

Cette position fautive, double, a pour effet de diviser la petite bourgeoisie en deux fractions. Certaines de ses classes s'identifient avec le prolétariat, les autres se joignent aux adversaires de celui-ci.

La petite industrie est condamnée à disparaître, sa décadence se poursuit fatalement. Mais elle se manifeste diversement, lentement dans la réduction des exploitations, rapidement dans leur ruine. Certains de leurs possesseurs tombent dans la dépendance complète du capital, ne sont plus que des ouvriers à domicile, des salariés qui, au lieu de travailler à la fabrique, exercent leur métier chez eux. D'autres petits-bourgeois, commerçants ou aubergistes, restent indépendants, mais toute leur clientèle se trouve dans les classes laborieuses. Leur existence est absolument liée à la prospérité ou à la misère du travailleur. Ces diverses catégories se rallient de plus en plus au prolétariat militant.

Par contre, il en est autrement, d'abord des couches de la petite-bourgeoisie qui ne sont pas encore tombées complètement sous la domination du capital, qui sont en voie de le faire ou courent à la ruine, puis de celles qui cherchent leur clientèle en dehors des classes prolétariennes. Elles n'espèrent plus se rétablir par leurs propres forces, elles attendent tout d'en haut, des classes supérieures et des pouvoirs publics. Tout progrès

les menace; aussi sont-elles hostiles à tout progrès, sur quelque terrain d'ailleurs qu'il s'annonce. La servilité, le besoin de réaction en font les suppôts volontaires et même les défenseurs les plus fanatiques de la monarchie, de l'Eglise et de la noblesse. Elles n'en restent pas moins démocratiques: les formes démocratiques seules leur permettent en effet d'exercer une influence politique et d'obtenir l'assistance des pouvoirs publics.

C'est dans cette division de la petite-bourgeoisie que la décadence de la démocratie bourgeoise a sa cause principale. Certaines de ses fractions se tournent vers la démocratie socialiste prolétarienne, les autres vers la démocratie réactionnaire qui offre les nuances les plus variées, anti-sémitisme, nationalisme, démocratie chrétienne, subdivisions du parti conservateur et du centre, mais présente toujours le même contenu.

Cette démocratie réactionnaire a emprunté à la pensée socialiste ses raisonnements et ses arguments: on a pu croire au début qu'elle ne formait qu'une transition particulière du libéralisme à la démocratie socialiste. Aujourd'hui, chacun peut voir combien cette doctrine est insoutenable. La démocratie socialiste n'a pas d'ennemi plus exaspéré que la démocratie réactionnaire. La première doit favoriser en effet tout progrès, qu'il serve d'ailleurs directement ou non les intérêts de classe du prolétariat; au contraire, il est de l'essence de la seconde de s'opposer à tout pro-

grès, quand bien même il ne menace pas directement la petite-bourgeoisie. Si la démocratie socialiste est le parti le plus favorable au progrès, celui-ci n'a pas de plus grand adversaire que la démocratie réactionnaire; cette dernière allie en effet à la haine que tous les partis réactionnaires portent à la civilisation, la liberté d'esprit que donne l'ignorance la plus grossière de tout ce qui dépasse l'étroitesse de son horizon. En outre, considérés comme exploiters, les petits-bourgeois ne prolongent plus leur existence qu'en abusant des forces de travail les plus faibles, les moins susceptibles de défense, les femmes et les enfants. Ils se heurtent naturellement alors à l'opposition de la démocratie socialiste, qui s'efforce par l'organisation et par la législation à entraver cette destruction sauvage de vies humaines.

Ainsi, et dans la mesure où elle ne se rallie pas à la démocratie socialiste, la petite bourgeoisie, d'alliée, d'élément de conciliation entre la classe ouvrière et les classes supérieures, devient un ennemi exaspéré du prolétariat. Loin de s'atténuer, les antagonismes s'enveniment autant qu'on peut l'imaginer; et ce phénomène suit une progression rapide: il n'y a que quelques années en effet qu'il s'est suffisamment manifesté pour devenir l'objet d'observations nettes.

Ce que nous avons dit de la petite-bourgeoisie s'applique aussi, sauf de légères modifications, à la classe paysanne. Elle se divise également en

un patron qui possède une entreprise de production (celle-ci étant entendue au sens le plus large et comprenant les transports) où il exploite des salariés et tire d'eux son profit. Le capitaliste financier est par contre l'ancien usurier sous une forme plus moderné. Il tire son revenu de son argent en le prêtant à intérêt, non seulement comme autrefois à des particuliers dans le besoin, mais à des entrepreneurs capitalistes, aux communes, aux Etats, etc.

Un antagonisme bien accusé sépare le capitaliste industriel et le financier, analogue à celui qui met aux prises le premier avec le grand propriétaire foncier. Comme la rente foncière (fermage, loyer), l'intérêt payé pour un capital prête constitue une soustraction opérée sur le bénéfice d'entreprise. Ces deux espèces de capitaux ont donc ici des intérêts contraires. Au point de vue politique, les directions ne sont pas moins divergentes. La grande propriété foncière prend aujourd'hui fait et cause pour un pouvoir fort, monarchique autant que possible: comme noblesse de cour, elle pense pouvoir exercer son influence personnelle sur le monarque et par lui sur le gouvernement. Elle aime le militarisme à la folie: il ouvre en effet à ses enfants la carrière d'officier à laquelle les fils de bourgeois semblent moins propres. Aussi recommande-t-elle sans cesse une politique violente à l'intérieur comme à l'extérieur. De même, la haute finance est très prévenue en faveur du militarisme, d'un gouver-

nement fort, d'une politique de violence. Elle n'a rien à craindre d'un pouvoir fort, indépendant du parlement et du peuple: elle domine par des influences personnelles s'exerçant à la cour, et d'ailleurs le pouvoir est son débiteur. Les hommes d'argent ne voient pas d'un œil indifférent le militarisme, les guerres, les dettes publiques, non seulement comme créanciers, mais encore comme pourvoyeurs de l'Etat; car la sphère de leur influence et de leur exploitation, leur puissance, leur richesse s'en trouvent augmentées.

Il en est autrement du capital industriel; militarisme, guerres, dettes publiques signifient élévation des impôts, auxquels il lui faut largement contribuer ou qui tout au moins augmentent les coûts de production. De plus, la guerre est le signal d'un arrêt dans la production et dans l'écoulement des marchandises, d'embarras commerciaux et souvent de ruine. Si le financier est téméraire, dissipateur et violent, l'industriel est économe, peureux, pacifique. Un pouvoir fort lui inspire quelque méfiance: il sait, en effet, qu'il ne pourra agir directement sur lui. Ses intérêts demandent non un gouvernement fort, mais un parlement fort. Au rebours de la grande propriété foncière et de la haute finance, la bourgeoisie industrielle incline donc au libéralisme, dont elle partage l'étroitesse de vue. Si, d'un côté, la rente foncière, l'intérêt, les impôts restreignent son profit, d'autre part, le prolétariat qui s'élève me-

C'est la conclusion de cet antagonisme, même par ces dernières conséquences, qui déterminera le front commun

du capit. financier et du capital industriel. -

nace tout le système économique fondé sur le profit. Mais vis-à-vis du prolétariat, et quand celui-ci ne lui paraît pas trop menaçant, il préfère, au lieu de l'abattre brutalement, employer les méthodes pacifiques; il divise pour régner, corrompt et enchaîne par des établissements de bienfaisance, etc. Quand la classe ouvrière ne s'est pas encore constituée en parti indépendant, le capital industriel s'en sert volontiers comme de bélier, de bétail électoral pour accroître sa propre puissance politique. Pour le socialisme petit-bourgeois, l'antagonisme entre le capital industriel et le prolétariat est moins accusé que l'opposition entre le bénéfice d'entreprise d'une part et la rente foncière et l'intérêt de l'autre; pour lui, la solution de la question sociale est dans la suppression de l'intérêt et de la rente foncière.

Mais l'opposition entre la finance et l'industrie s'atténue de plus en plus: grâce aux progrès de la concentration des capitaux, la première se rend de plus en plus maîtresse de la seconde. Ce qui y contribue beaucoup, c'est le remplacement progressif des entrepreneurs privés par les sociétés montées par actions. Des optimistes bien pensants y voient un moyen de démocratiser le capital et de le changer ainsi, pacifiquement, insensiblement en propriété nationale. En fait, c'est le moyen de transformer en capital-argent tout l'argent que les classes moyennes et inférieures ne dépensent pas immédiatement dans la con-

sommation; c'est le moyen de le mettre à la disposition des grands financiers et de leur permettre de restreindre le nombre des capitalistes industriels; c'est le moyen d'augmenter pour la finance la faculté de concentrer l'industrie entre les mains de quelques hommes d'argent. Sans le régime des sociétés montées par actions, les grands financiers n'auraient pu gouverner que les exploitations qu'ils auraient achetées de leurs propres deniers. Grâce à ce système, ils arrivent à placer sous leur dépendance de nombreuses entreprises qu'ils ne peuvent acheter faute de fonds et à hâter ainsi leur acquisition. Toute la puissance fabuleuse d'un Pierpont-Morgan et Cie qui, aux Etats-Unis, dans l'espace de quelques années, a réuni en une seule main de nombreuses lignes de chemin de fer, des mines, presque toutes les usines sidérurgiques, et monopolisé les plus importantes lignes de transports transatlantiques, — toute cette conquête soudaine de l'industrie et du commerce des pays civilisés les plus importants, serait impossible sans les sociétés par actions.

D'après l'« Economist » de Londres, cinq hommes, J. D. Rockefeller, E. H. Harriman, J. Pierpont-Morgan, W. R. Vanderbilt et G. D. Gould, possèdent ensemble plus de 3.000 millions de marks. Mais ils gouvernent, à eux cinq, un capital de plus de 30.000 millions de marks, alors que le capital total engagé dans les banques, chemins de fer, sociétés industrielles des Etats-Unis

capitaliste dans sa propre exploitation, remplacent dans la fabrique l'absolutisme par le constitutionnalisme et préparent ainsi lentement le passage de celle-ci à la forme républicaine. Presque partout la démocratie socialiste a la faculté de pénétrer dans les conseils communaux, de faire entrer en ligne de compte, dans les travaux publics, les intérêts de la classe ouvrière, d'agrandir toujours la tâche des municipalités et de restreindre la production privée en élargissant constamment le domaine de la production communale. Enfin, la démocratie socialiste entre au parlement, y conquiert une influence grandissante, fait aboutir une réforme après l'autre, limite le pouvoir des capitalistes par une législation protectrice du travail, étend toujours davantage la sphère de la production d'Etat en poussant à la transformation des grands monopoles en services publics. Ainsi, par le simple usage des droits démocratiques et tout en restant sur le terrain déjà acquis aujourd'hui, la société capitaliste se développe en société socialiste, la conquête révolutionnaire du pouvoir public par le prolétariat devient inutile, la favoriser est tout simplement nuisible; elle ne peut avoir d'autre effet que de troubler le cours de ce progrès lent, mais sûr.

C'est ainsi que s'expriment les ennemis de la méthode révolutionnaire.

C'est une idylle bien séduisante qu'ils nous dépeignent. Ici encore, nous ne pouvons dire que ce soit une pure imagination. Les faits sur les-

quels elle s'appuie sont bien réels. Mais ils ne nous conduisent qu'à une demi-vérité. Un peu de dialectique aurait amené nos adversaires à la vérité complète.

Cette idylle ne vaut que si l'on admet qu'un des termes de l'opposition, le prolétariat, croît seul en force, tandis que l'autre, la bourgeoisie, reste intacte dans son ancienne situation. Dans cette hypothèse, le prolétariat doit naturellement triompher progressivement, même sans révolution, de la bourgeoisie et l'exproprier sans qu'il y paraisse.

Mais l'aspect change si l'on considère l'autre terme. On voit alors que la bourgeoisie, elle aussi, croît en puissance. Chaque progrès du prolétariat la pousse à déployer de nouvelles forces, à inventer et à employer de nouveaux modes de résistance et d'oppression. A n'examiner qu'incomplètement la situation, on n'aperçoit que l'évolution progressive vers le socialisme. En réalité, des masses de plus en plus compactes de combattants s'organisent. Les armes que l'on crée, que l'on emploie sont de plus en plus puissantes, le champ de bataille s'étend constamment. La lutte des classes ne disparaît pas, le capitalisme n'est pas absorbé par le socialisme. Bien au contraire, la lutte se reproduit avec une ampleur toujours plus grande; chaque victoire, chaque défaite ont des conséquences de plus en plus profondes.

Les coopératives, — et, parmi elles, seules les

sociétés de consommation méritent aujourd'hui l'attention, — sont des plus innocentes. Leur caractère paisible les fait priser bien haut par tous les adversaires de la méthode révolutionnaire. Sans doute, elles peuvent offrir à la classe ouvrière quantité d'avantages. Mais il est ridicule d'attendre de leur fonctionnement l'expropriation même partielle du capital. Si elles éliminent une classe, c'est celle des petits boutiquiers et certaines catégories de métiers, les boulangers, par exemple. Aussi ne voit-on jamais les grands capitalistes combattre les sociétés de consommation qui, dit-on, devraient les faire disparaître. Non, ce sont les petits bourgeois qui s'élèvent avec rage contre elles; surtout ceux dont la clientèle est toute ouvrière, les plus susceptibles par conséquent de se rallier à une politique prolétarienne. Si les coopératives de consommation procurent des avantages matériels à de nombreuses catégories d'ouvriers, elles éloignent du mouvement bien des éléments voisins du prolétariat. Ce moyen destiné à faciliter l'absorption pacifique du capitalisme et à supprimer la lutte des classes y introduit un nouveau sujet de discorde et attise une nouvelle haine de classe. La coopérative de consommation n'a jusque maintenant triomphé encore que du petit boutiquier. Il lui reste à vaincre le grand magasin. Elle n'y arrivera pas sans peine.

Il est absolument absurde d'admettre que les dividendes de ces sociétés, même s'ils n'étaient

pas répartis mais épargnés, peuvent croître plus rapidement que ne s'accumule le capital, de croire qu'ils peuvent triompher de cette concentration et restreindre peu à peu la sphère du capitalisme.

Les coopératives de consommation n'ont d'importance pour l'émancipation du prolétariat que là où la lutte des classes est menée énergiquement, où elles procurent aux prolétaires militants un accroissement de force et de puissance. Mais elles dépendent complètement de l'état de la législation et de l'attitude du gouvernement. Tant que le prolétariat n'aura pas conquis le pouvoir politique, l'importance de ces sociétés pour la lutte des classes restera renfermée dans d'étroites limites.

Pour le prolétariat, les syndicats présentent un intérêt bien plus puissant que les coopératives, mais seulement à titre d'organisation de combat et non comme mouvement poursuivant la paix sociale. Là même où ils concluent des conventions avec les patrons — isolés ou organisés — ils n'y arrivent qu'autant qu'ils sont capables de mener la lutte à bien.

Mais si important, si indispensable que soit le syndicat pour le prolétariat militant, il a tôt ou tard à compter avec son rival, le syndicat patronal, qui, s'il prend la forme étroite d'un trust ou d'un cartel, ne présente que trop facilement un obstacle infranchissable à l'union ouvrière.

Les associations de patrons ne sont pas seules

Sénat, cette mesure, réactionnaire si jamais il en fût, passait au rang de loi.

Mais non seulement le libéralisme bourgeois tend à disparaître à mesure que la démocratie socialiste se développe; l'influence du Parlement décroît encore à mesure que notre parti voit son crédit grandir. Ces deux phénomènes sont simultanés, mais il n'y a entre eux aucune connexité immédiate. Au contraire, les Parlements où nous ne comptons pas de représentants, la Chambre prussienne ou saxonne, perdent plus rapidement que les autres leur influence, leur puissance de travail.

La décadence des Parlements a les causes les plus diverses. Les plus essentielles ne sont pas du ressort de la technique parlementaire; ne croyons pas qu'on puisse s'y soustraire en modifiant l'ordre du jour ou la compétence parlementaire. Les plus essentielles ont leur origine dans le caractère des classes qui, par le parlementarisme, exercent une action déterminante sur le gouvernement.

Pour prospérer, ce régime a besoin de deux conditions préliminaires. Il lui faut d'abord une majorité forte, unie, puis un grand but social, qu'elle poursuive énergiquement et qu'elle impose au gouvernement. A l'époque où le parlementarisme était dans sa fleur, ces deux conditions se trouvaient remplies. Tant que le capitalisme représentait l'avenir de la nation, toutes les classes du peuple, importantes au point de vue parle-

mentaire, et, entre toutes, la masse des intellectuels s'employèrent à sa libération; la majorité des petits bourgeois, l'ouvrier lui-même se mirent sous la conduite de la bourgeoisie.

Ainsi naquit le libéralisme; parti fermé, il se proposait des buts élevés. Ses efforts pour conquérir le parlement, ses luttes dans le parlement donnaient à ce dernier son importance.

Mais depuis s'est produite l'évolution que j'ai décrite plus haut: le prolétariat qui possède une conscience de classe spéciale, puis une fraction des intellectuels, de la petite-bourgeoisie et des paysans petits propriétaires sont entraînés dans le camp socialiste; le reste des petits bourgeois et des petits agriculteurs devient complètement réactionnaire tandis que les éléments les plus puissants du capitalisme industriel s'unissent à la haute finance qui n'a jamais fait grand fond sur le parlementarisme, bien qu'elle sache en avoir raison — voir Panama.

Le parti libéral se résout ainsi en ses éléments sans que les classes dirigeantes puissent constituer pour le remplacer un autre grand parti parlementaire ayant un caractère suffisant d'unité. Plus les classes possédantes deviennent réactionnaires, moins elles forment une masse unique. Elles se divisent de plus en plus en petites fractions. Il devient de plus en plus difficile de réunir une majorité parlementaire homogène. A mesure que nous avançons, une majorité n'est plus possible que parce que les tendances les plus

*n'empêche qu'elles se fondent
toutes ces fractions dans
une classe unie.*

c'est sans doute mais sur le terrain de la politique parlementaire. Mais c'est une aberration sur

le terrain social de la lutte de classes.

diverses se réunissent en coalitions passagères. Leur base est des moins sûres, aucun lien intime n'en guide le jeu, seules des considérations d'opportunité les provoquent. De prime abord, elles sont frappées de stérilité: leurs éléments sont si divers qu'ils ne peuvent demeurer unis qu'à une condition: chacun d'eux doit renoncer à agir délibérément dans le sens qui lui est propre. Ces combinaisons ont leur origine dans la décadence du parlementarisme; elles dénotent son impuissance politique et sociale. C'est méconnaître étrangement leur nature que de s'imaginer qu'en y participant on permettra au prolétariat de s'emparer lentement, graduellement du pouvoir politique.

Mais l'évolution sociale ne conduit pas seulement à la résolution des grands partis parlementaires en de nombreuses fractions diverses, opposées mêmes. Elle a encore un autre résultat: souvent les majorités parlementaires sont plus réactionnaires, plus hostiles à l'ouvrier que les gouvernements. Si ces derniers ne sont que les commis des classes dominantes, ils comprennent cependant mieux l'ensemble des rapports sociaux et politiques. Si la bureaucratie officielle n'est que la servante soumise du gouvernement, elle n'en développe pas moins sa propre vie, ses propres tendances qui réagissent à leur tour sur le pouvoir. Mais la bureaucratie se recrute parmi les intellectuels où, comme nous l'avons vu, on commence, timidement il est vrai, mais progres-

maintenant, subsiste encore dans bien des tribunaux, nos travailleurs en sauraient bien que dire.

Ainsi la chandelle brûle aux deux bouts: les partis dominants et les gouvernements taxent de plus en plus les Parlements de stérilité. Le parlementarisme devient de moins en moins capable de suivre une politique précise dans quelque direction que ce soit. Il devient de plus en plus décrépît, de plus en plus impuissant. Il ne retrouvera une nouvelle jeunesse, une nouvelle force que quand le prolétariat, encore dans son adolescence, l'aura conquis, comme tout pouvoir public, et l'aura fait servir à ses desseins. Le parlementarisme, bien loin donc de rendre la révolution impossible ou superflue, a besoin lui-même de la révolution pour renaître à l'existence.

Mais que l'on ne s'y méprenne pas: que l'on ne croie pas que je tienne la démocratie pour inutile et que les coopératives, les syndicats, l'entrée de la démocratie socialiste dans les municipalités, l'obtention de quelques réformes soient choses sans valeur. Rien ne serait plus erroné. Au contraire, tout progrès a une importance inappréciable pour le prolétariat, et ne perd de sa valeur que si l'on y voit le moyen d'empêcher la révolution, c'est-à-dire la conquête du pouvoir politique par le prolétariat.

La démocratie a une grande valeur déjà parce qu'elle rend possible les formes supérieures de la lutte révolutionnaire. Celle-ci ne sera plus comme

en 1789, et même en 1848, un combat de masses inorganisées, sans expérience politique, ne comprenant pas quelles étaient la puissance réciproque, la force des facteurs en lutte, n'entendant pas les difficultés du combat et ignorant les moyens de les trancher. Ce ne sera plus un combat de masses qui se laissent entraîner, égarer par le moindre soupçon, la moindre conjoncture. Ce sera au contraire une lutte de masses organisées, éclairées, pleines de constance et de réflexion, qui ne suivent pas toute impulsion, n'éclatent pas à la moindre injure, mais aussi ne se laissent pas abattre par le moindre insuccès.

D'autre part, les luttes électorales sont des moyens de se compter, soi-même et ses adversaires; elles permettent d'apercevoir clairement la force relative des classes et des partis, leurs progrès et leurs regrès; elles détournent ainsi d'attaques prématurées et évitent des défaites; elles permettent même à l'adversaire de reconnaître publiquement combien telle position est intenable et de l'abandonner volontairement quand ce n'est pas pour lui une question d'existence. Le combat exige donc moins de victimes, est moins cruel, dépend moins des hasards aveugles.

De plus, il ne faut pas déprécier les conquêtes pratiques qui peuvent être faites grâce à la démocratie et par l'usage de ses libertés et de ses droits. Elles sont beaucoup trop minimes pour restreindre le pouvoir du capitalisme et le faire

*Ceci
au moment
de j'en
le second
Kautsky*

bles, on en conclut sans peine que la révolution sociale est en somme une idée surannée. C'est la première fois dans l'histoire du monde que nous marchons à des luttes révolutionnaires, engagées sous des formes démocratiques par des organisations fondées sur les libertés démocratiques, contre des forces telles qu'on n'en avait encore jamais vues, contre les ligues d'entrepreneurs devant lesquelles les monarques eux-mêmes s'inclinent et dont la force s'augmente de toutes les ressources développées par le despotisme des grandes puissances, je veux parler de la bureaucratie et de l'armée.

Une des particularités de la situation actuelle est, comme nous l'avons déjà dit, que ce ne sont plus les gouvernements qui nous opposent les plus vives résistances. Sous le régime de l'absolutisme auquel s'étaient attaquées les révolutions antérieures, le gouvernement était tout puissant, et les antagonismes de classes ne pouvaient pas se développer nettement. Le gouvernement empêchait non seulement les classes exploitées mais même les exploités de défendre librement leurs intérêts; et une partie seulement de ces derniers marchait avec le gouvernement; une fraction très considérable des exploités, notamment des capitalistes industriels, était, dans le champ de l'opposition, aussi bien que toutes les classes laborieuses, les paysans et les petits bourgeois, à côté des prolétaires — abstraction faite de quelques régions arriérées. — Le

gouvernement était par conséquent isolé dans la nation, il n'avait pas de soutien dans les masses populaires, il représentait la principale force qui opprimait et pillait le peuple. Dans certaines circonstances, on pouvait réussir à le renverser par un coup de main.

Dans la démocratie, non seulement les exploités mais aussi les exploités peuvent plus librement développer leurs organisations; et il faut qu'ils le fassent s'ils veulent se défendre contre la puissance croissante de leurs adversaires. Les uns et les autres sont plus forts que sous le régime de l'absolutisme; ils usent de leurs forces plus brutalement, plus impitoyablement que le gouvernement lui-même qui, loin de les dominer, leur est subordonné.

Les masses révolutionnaires ont donc affaire non seulement au gouvernement, mais encore à de puissantes organisations d'exploiteurs, et ces masses ne représentent plus, comme dans les révolutions antérieures, l'immense majorité de la nation en face d'une poignée d'exploiteurs. Elles représentent aujourd'hui essentiellement une classe, celle des prolétaires qui ont pour adversaires non seulement tous les exploités, mais encore la majorité des petits bourgeois et des paysans et une grande partie des intellectuels.

Une fraction seulement des intellectuels, des petits paysans et quelques petits-bourgeois qui sont en réalité des salariés ou qui vivent de la

clientèle ouvrière, marchent de concert avec les prolétaires. Mais ce sont des auxiliaires parfois peu sûrs, en général peu susceptibles de se servir de l'arme qui fait surtout la force du prolétariat, je veux parler de l'organisation.

Si les dernières révolutions ont été un soulèvement des masses populaires contre le gouvernement, on peut dire que la révolution future — excepté peut-être en Russie — aura plutôt le caractère d'une lutte d'une partie de la nation contre l'autre fraction et se rapprochera par cela, mais rien que par cela, plus des luttes de la Réforme que de la Révolution française. Je dirai volontiers qu'elle n'aura rien d'une insurrection spontanée contre l'autorité, qu'elle ressemblera plus à une guerre civile prolongée, si l'on n'attache pas à ce dernier mot l'idée de guerre véritable, de massacre. Mais nous n'avons aucune raison d'admettre que des insurrections à main armée, des combats sur des barricades et d'autres actes d'hostilité puissent aujourd'hui encore jouer un rôle décisif. Les raisons en ont été exposées si souvent que je n'ai pas besoin de m'y arrêter davantage. Le militarisme ne sera brisé que parce qu'on ne pourra plus compter sur la fidélité des soldats et non parce que le peuple en révolte en triomphera.

Nous ne devons pas plus attendre l'écroulement de la société actuelle d'une crise financière que des insurrections à main armée. Sous ce rapport aussi la situation est tout autre qu'en 1789

et en 1848. Alors le capitalisme était encore faible, l'accumulation des capitaux médiocre, le capital était rare et difficile à trouver. D'un autre côté, le capital était hostile à l'absolutisme, ou du moins montrait de la défiance à son égard. Les gouvernements étaient alors encore indépendants du capital, notamment du capital industriel, et souvent hostiles à son développement, bien qu'à regret. Mais la féodalité qui s'éteignait laissait se tarir toutes les sources de revenus, si bien que les gouvernements tirant de moins en moins d'argent du pays durent de plus en plus recourir aux emprunts. Cela devait conduire à un krach financier ou à des concessions aux classes qui tendaient à s'élever, mais l'un ou l'autre de ces événements entraînait après soi la débâcle politique.

Il en est tout autrement aujourd'hui. Le capitalisme ne néglige pas la production, comme le faisait le régime féodal, il l'exagère; il étouffe de pléthore. Le capital, loin de faire défaut, est en grande abondance, recherche un placement avantageux, les risques même ne l'effrayent pas. Les gouvernements sont dans la complète dépendance des capitalistes qui ont toutes sortes de bonnes raisons pour les protéger et les soutenir. L'augmentation des dettes publiques ne peut devenir un facteur révolutionnaire qu'autant que les impôts devenant plus lourds poussent les classes inférieures à la révolte, mais elle conduira difficilement — exceptons encore la Russie — les

gouvernements à la banqueroute ou même à une crise financière sérieuse. La crise financière ne nous conduira pas plus à la révolution que l'insurrection à main armée.

Le moyen particulier dont dispose le prolétariat pour lutter, pour exercer une pression sur ses adversaires, c'est la cessation du travail organisé, la grève. Plus le mode de production capitaliste se développe, plus le capital se concentre, et plus gigantesques sont les proportions que prennent les grèves. Et plus la production capitaliste refoule celle de la petite bourgeoisie, et plus aussi toute la société dépend davantage de la marche régulière de la production capitaliste, et plus un trouble sérieux comme en amène une grève importante deviendra un événement politique, une calamité nationale. Telle elle est déjà apparue en Belgique et en France, et elle a été utilisée çà et là avec succès. A mon avis, elle jouera un grand rôle dans les révolutions futures. C'est mon opinion depuis fort longtemps. Dans mes articles sur le nouveau programme du Parti de 1891 (*Neue Zeit*, 1890-91, n° 50, p. 757) j'ai déjà indiqué « que dans certaines circonstances, quand il s'agit de prendre une grande détermination, quand de grands événements ont profondément agité les masses ouvrières, il serait possible de provoquer de grands effets politiques par des grèves considérables ».

Je ne veux pas par là recommander la grève générale comme l'entendent les anarchistes et les

assujetti aux capitalistes. Il faudra toujours qu'elles se complètent l'une l'autre et puisent de nouvelles forces dans leur coopération.

Comme pour toute autre arme, il faut d'abord apprendre à se servir de la grève entendue au sens politique. Elle n'est pas une panacée commē le proclament à son de trompe les anarchistes, elle n'est pas non plus un remède infailible dans toutes les circonstances, comme ils le pensent; je ne puis pas ici assumer la tâche de rechercher sous quelles conditions on peut y recourir, mais, eu égard aux récents événements de Belgique je voudrais faire remarquer qu'ils ont bien montré que la grève exige une méthode particulière qui ne s'associe pas à la volonté avec d'autres méthodes, à celle, par exemple, d'une coopération avec les libéraux.

Je ne la rejeterai pas dans toutes les circonstances. Il serait insensé de ne pas tirer profit de la désunion, des divisions de nos adversaires. Mais il ne faut pas attendre des libéraux plus qu'ils ne peuvent donner. Dans les débats parlementaires sur telle ou telle mesure, nous pouvons moins différer d'eux que les autres adversaires bourgeois; alors une action commune est tout indiquée. Mais dans la lutte extra-parlementaire au sujet d'une revendication à portée révolutionnaire on ne peut pas compter sur l'aide du libéralisme. Vouloir pour une telle action augmenter les forces prolétariennes par une alliance avec les libéraux, c'est é mousser l'une par l'autre

les armes qu'on emploie. La grève politique est une arme purement prolétarienne qui ne peut être employée que dans une lutte entreprise par le prolétariat seul; elle doit donc surtout être prise en considération dans une lutte contre toute la société bourgeoise. Comprise ainsi, elle est peut-être la plus révolutionnaire de toutes les armes du prolétariat.

D'autres moyens, d'autres méthodes de combat, dont nous n'avons aujourd'hui pas la moindre idée, pourront encore se développer. Entre la connaissance de méthodes et des organes et celle de la direction suivie par les luttes sociales, il y a encore cette différence: cette dernière peut être étudiée théoriquement d'avance, tandis que les premières sont l'œuvre de praticiens; ce n'est qu'après coup que les théoriciens peuvent les observer et étudier leur importance dans la suite de l'évolution. Les syndicats, les grèves, les sociétés par actions, les trusts, etc., sont issus de la pratique, non de la théorie. Dans ce domaine nous pouvons nous attendre encore à plus d'une surprise.

La guerre peut également être un moyen de hâter l'évolution politique du prolétariat et de lui livrer le pouvoir. La guerre a bien souvent joué le rôle d'un facteur très révolutionnaire. Il y a des situations historiques où une révolution est nécessaire pour que la société continue à progresser, mais où les classes révolutionnaires sont trop faibles pour renverser les puissances

dominantes. Quand on dit qu'une révolution est nécessaire il ne faut pas entendre par là que les classes qui tendent à s'élever acquièrent au moment opportun la force qui leur est nécessaire pour faire cette révolution. Le monde n'est malheureusement pas assez bien organisé pour cela. Il y a des situations où il est absolument nécessaire qu'une classe dominante soit remplacée par une autre, et où cependant la première s'entend à maintenir la seconde constamment opprimée. Si cet état dure trop longtemps, toute la société se corrompt et se désagrège. Mais bien souvent dans une telle situation la guerre exécute la tâche qui est au-dessus des forces de la classe qui tend à s'élever. Elle l'exécute de deux manières. Une guerre est impossible si toutes les forces de la nation ne s'y appliquent. S'il existe une profonde scission dans une nation, la guerre oblige la classe dominante à faire des concessions à la classe qui veut s'élever, à l'intéresser à la chose commune et à lui donner ainsi la puissance qu'elle n'aurait pas eu sans la guerre.

Mais si la classe dominante n'est pas capable d'un tel sacrifice, ou s'il vient trop tard, la guerre aboutit à la défaite qui entraîne la révolution à l'intérieur. Elle renverse un régime dont l'armée était le principal appui en brisant cet appui.

C'est ainsi que dans des circonstances où tous les autres moyens sont impuissants, la guerre a souvent servi au progrès de moyen, brutal et dévastateur il est vrai, mais efficace cependant.

de prolétariat révolutionnaire indépendant, et plusieurs de ces pays sont entièrement dominés par une clique de gros financiers sans honte ni vergogne; ces puissances, qui étaient jusqu'aujourd'hui pacifiques et sans importance dans la politique internationale, jouent chaque jour davantage un rôle perturbateur. Tels sont surtout les Etats-Unis, l'Angleterre et le Japon. La Russie occupait autrefois le premier rang sur la liste des Etats perturbateurs de la paix européenne, son héroïque prolétariat lui a fait renoncer pour un moment à ce poste.

Mais le désespoir d'un régime chancelant peut tout aussi bien allumer la guerre que la turbulence d'un gouvernement que rien ne refrène à l'intérieur; c'était le cas de Napoléon III en 1870, ce pourra être celui de Nicolas II. Ce sont ces puissances avec leurs antagonismes qui menacent le plus aujourd'hui la paix du monde: ce n'est pas l'antagonisme entre la France et l'Allemagne, entre l'Autriche et l'Italie. Il faut que nous comptions avec la probabilité de commotions politiques qui aboutiront directement à des insurrections prolétariennes ou qui du moins en frayeront les voies.

Qu'on me comprenne bien: J'examine ici, je ne prophétise pas et j'exprime encore moins des vœux. Je recherche ce qui peut arriver, je ne déclare pas ce qui arrivera, et ne réclame nullement ce qui doit arriver. Si je considère la guerre comme un moyen de révolution, cela ne veut pas

dire que je désire la guerre. Elle sème une telle épouvante qu'il n'y a que les fanatiques du sabre qui puissent trouver encore de nos jours le triste courage de la désirer de sang-froid. Quand même une révolution, au lieu d'être un moyen pour atteindre à un but, constituerait elle-même un but qui ne serait jamais trop chèrement acheté, dût-il coûter des flots de sang, on ne pourrait pas encore désirer la guerre comme moyen de déchaîner la révolution. Car elle est le plus irrationnel des moyens. Elle entraîne avec elle des désordres si terribles, réclame de l'Etat de si énormes sacrifices, qu'une révolution qui en résulte a à supporter des charges écrasantes qui ne viennent pas de son fait et qui absorbent presque toutes ses ressources, toutes ses forces. En outre, une révolution qui naît d'une guerre est un signe de faiblesse de la classe révolutionnaire, et souvent la cause d'un plus grand affaiblissement qui provient des sacrifices que la guerre impose et aussi de la dégradation morale et intellectuelle qu'elle provoque le plus souvent. Il y a donc très grande augmentation des charges pour le régime révolutionnaire, en même temps diminution de ses forces. C'est pourquoi une révolution issue d'une guerre échoue assez facilement ou perd rapidement de son élan. Combien plus efficace a été la révolution bourgeoise en France, où elle a été le résultat d'un soulèvement populaire, qu'en Allemagne, où elle a été imposée par une suite de guerres. Et la cause prolétarienne aurait beau-

*c'était d'actualité
en 1902*

coup profité de l'insurrection du prolétariat de Paris si, provoquée par la guerre de 1870-71, elle n'avait pas éclaté prématurément, mais plus tard, à un moment où les Parisiens auraient été assez forts pour se débarrasser sans guerre de Napoléon Bonaparte et de sa bande.

Nous n'avons donc pas la moindre raison de souhaiter que notre marche en avant soit hâtée artificiellement par une guerre.

Nos souhaits n'ont pas d'importance. Les hommes font eux-mêmes leur histoire; cela est vrai, mais ils ne choisissent pas à leur gré les problèmes à résoudre, ni les circonstances dans lesquelles ils vivent, ni les moyens par lesquels ils résoudront ces problèmes. Si cela dépendait de nos désirs, qui ne préférerait les moyens pacifiques à un moyen violent qui est peut-être au-dessus de nos forces, qui nous dévorera peut-être nous-mêmes? Mais notre tâche n'est pas de formuler de pieux souhaits et de vouloir que le monde s'y conforme, elle consiste à prendre connaissance des problèmes posés, des circonstances, des moyens pour arriver ainsi à appliquer utilement ces derniers à la solution des premiers.

L'étude des faits est le fondement d'une politique rationnelle; si je suis persuadé que nous marchons vers une ère de révolution dont nous ne pouvons préciser l'avènement, je suis arrivé à cette conviction en étudiant les faits, et non en faisant des vœux. Je ne désire qu'une chose, c'est de me tromper, et de voir que ceux-là ont raison

pects de tendances révolutionnaires. Malgré les progrès dans ces dix dernières années, l'intérêt de l'ouvrier anglais pour la politique ouvrière a diminué; la loi des huit heures et le socialisme constructif à la manière des Fabiens qui passionnèrent tellement les syndicats entre 1890-93 ont peu à peu cessé de les captiver. Le nombre des représentants n'a pas augmenté à la Chambre des Communes. »

Même les coups de fouet que leur ont donnés récemment leurs adversaires n'ont pu secouer les ouvriers anglais. Ils restent muets quand on viole leurs syndicats, muets quand on augmente le prix du pain. Comme facteurs politiques, les ouvriers anglais viennent loin après ceux de Russie, le pays d'Europe le plus arriéré au point de vue économique, le moins libre au point de vue politique. C'est leur conscience révolutionnaire très prononcée qui donne aux ouvriers russes leur grande force dans la pratique. C'est parce qu'ils renoncent à la révolution, parce qu'il ne connaissent que l'intérêt du moment, que la politique dite des réalités, que les ouvriers anglais jouent le rôle de zéro dans la politique effective.

Mais dans cette politique des réalités, la dégradation morale et intellectuelle va de pair avec la perte de la puissance politique.

J'ai parlé plus haut de la renaissance morale des prolétaires qui, après avoir été les barbares de la société moderne, sont devenus le facteur le plus important du maintien et du progrès de

notre civilisation. Mais ils ne se sont élevés à cette hauteur que là où ils sont restés les adversaires déclarés de la bourgeoisie, où leur aspiration vers la puissance politique les a profondément pénétrés de cette vérité qu'ils sont appelés à élever avec eux toute la société à un stade supérieur. Là encore l'Angleterre nous montre ce que devient une classe ouvrière qui renonce à la révolution et ne fait que de la politique pratique, qui, se raillant de son idéal, le relègue dans un coin, et se tient à l'écart de toute lutte ayant un autre objectif que des livres sterling et des shillings. Les bourgeois eux-mêmes se plaignent de la décadence morale et intellectuelle de l'élite des ouvriers anglais, qui ne font d'ailleurs que marcher sur les traces de la bourgeoisie et sont aujourd'hui à peine autre chose que de petits bourgeois ne se distinguant des autres que par moins d'éducation, et n'ayant pas d'idéal plus élevé que de singer leurs maîtres; ils imitent leur respectabilité hypocrite; comme eux ils admirent la richesse quelle qu'en soit l'origine; ils emploient sottement leurs heures de loisir. L'émancipation de leur classe leur fait l'effet d'un rêve insensé, mais en revanche, le football, la boxe, les courses, les paris sont des affaires qui les passionnent et qui absorbent tous leurs loisirs, toute leur intelligence, toutes leurs ressources.

C'est en vain qu'on cherche par des sermons moraux à inspirer à l'ouvrier anglais une conception plus élevée de la vie, le sentiment de plus

été en partie réalisés. Mais la société bourgeoise ne peut rien faire de complet sur ce terrain, parce qu'elle couperait elle-même la branche sur laquelle elle est posée. Seul, le prolétariat victorieux pourra prendre des mesures — et il le fera — capables de faire disparaître la misère du chômage, qu'il soit produit par la maladie ou par toute autre cause. Pour que tous les sans-travail puissent être efficacement secourus, il faut que le rapport des forces entre le prolétariat et la bourgeoisie, entre le prolétariat et le capital, se déplace; c'est ainsi que le prolétariat deviendra le maître à l'atelier. Si les ouvriers se vendent aujourd'hui aux entrepreneurs, s'ils sont dans la nécessité de se laisser exploiter et asservir, c'est parce que le spectre du chômage les hante, parce que la peur de la faim les cingle comme un fouet. Si, au contraire, l'ouvrier a son existence assurée, même en cas de chômage, rien ne lui sera plus facile que de mettre le capital en échec. Alors il n'aura plus besoin du capitaliste, qui ne pourra pas, sans l'ouvrier, continuer son exploitation. Quand on en sera là, l'entrepreneur aura le dessous dans tous les conflits avec ses ouvriers et sera forcé de céder. Les capitalistes pourront alors continuer de diriger les fabriques, mais ils cesseront d'en être les maîtres et les exploités. Mais si les capitalistes reconnaissent qu'il ne leur restera plus que des risques à courir et des charges à supporter, ils seront les premiers à renoncer à la production ca-

*C'est bien évident cette vision n'est pas
 tout à fait exacte. On ne peut pas dire que le prolétariat
 sera le maître à l'atelier. Il sera le maître de son
 destin, mais pas de l'atelier.*

priété de l'Etat ou des communes. On sait que ce sera là la solution préférée de la démocratie socialiste quand elle arrivera au gouvernail. D'un autre côté, un prolétariat qui ne serait pas guidé par des idées socialistes viserait également *a priori* à transformer en propriété nationale ou communale toutes les industries qui naturellement — les mines, par exemple, — ou par leur organisation — les trusts — sont devenues des monopoles. Ces monopoles particuliers deviennent dès à présent insupportables non seulement aux salariés, mais à toutes les classes de la société qui n'y sont pas directement intéressées. Ce n'est que l'impuissance de la bourgeoisie vis-à-vis du capital qui fait qu'elle ne s'attaque pas à ces monopoles. Une révolution prolétarienne aurait nécessairement pour conséquence l'abolition de la propriété privée de ces monopoles. Mais ils ont déjà aujourd'hui une très grande extension; ils dominant dès à présent toute la vie économique et se développent rapidement. Les nationaliser et les communaliser, c'est rendre la société et ses organes: l'Etat et la commune, maîtres de tout le processus de la production.

Les moyens de transport — chemins de fer, machines à vapeur — sont le plus propres à être nationalisés; il en est de même de la production des matières premières qu'on tire des mines, des forêts, des hauts fourneaux, des fabriques de machines, etc. C'est aussi dans ces domaines que la grande exploitation et les cartels se développent

d'argent peut être convertie en capital sans que le possesseur ait besoin de faire acte de capitaliste. Nous savons que si nous avons économisé une pièce de 5 francs, nous pouvons la placer à intérêt sans pour cela devenir un capitaliste. C'est un phénomène qui est largement exploité par les défenseurs optimistes de l'ordre social actuel. Ils concluent qu'il serait très possible par ce moyen d'exproprier les capitalistes, qu'il suffirait que tous les ouvriers portassent à la Caisse d'épargne leurs petites économies et eussent ainsi eux-mêmes une part de capital. Ces mêmes optimistes ont dit ailleurs : « Si nous confisquions aujourd'hui le capital, nous ne prendrions pas seulement le capital des riches, mais aussi celui des ouvriers, nous confisquerions aussi les petites économies des pauvres, des veuves et des orphelins. » En agissant ainsi, nous susciterions un grand mécontentement, même parmi les ouvriers : c'est une raison pour les exciter à renverser leur propre domination, renversement que ces glorificateurs du régime actuel attendent avec sécurité.

Je ne m'arrêterai pas au premier argument : il est trop dénué de bon sens. Les gens qui veulent exproprier le capital par l'augmentation des petites économies, ne voient pas que le grand capital augmente bien davantage. D'un autre côté, il est juste de dire qu'un régime prolétarien qui se proposerait une confiscation générale, confisquerait aussi l'épargne des petites bourses, mais

volonté élever les impôts, sans qu'aucune fraude devienne possible. Il ne sera plus possible non plus d'échapper à l'impôt par l'émigration, car, les intérêts étant payés par les institutions publiques du pays, par l'Etat lui-même, il lui sera facile de retenir l'impôt sur les revenus à payer. Dans ces conditions, il sera possible d'élever l'impôt progressif sur le revenu et sur la fortune autant qu'il le faudra. En cas de besoin, cette élévation ressemblera fort à une confiscation des grandes fortunes.

Mais, me demandera-t-on, quel avantage y a-t-il à prendre cette voie détournée au lieu de confisquer directement les grosses fortunes? N'est-ce pas une pure comédie pour dissimuler les apparences de la confiscation que de racheter les capitaux à leur vraie valeur et de s'en emparer ensuite par l'impôt: la différence entre ce mode de procédé et la confiscation directe n'est que dans la forme.

Il y a une différence. La confiscation directe des capitaux les frappe tous également, ceux des invalides du travail comme ceux des travailleurs, les petits comme les grands. Avec cette méthode il est difficile, souvent impossible de distinguer les gros revenus des petits, les uns et les autres étant engagés dans les mêmes entreprises financières. La confiscation directe se ferait promptement, tout d'un coup, tandis que la confiscation par l'impôt permet d'arriver à la suppression de la propriété capitaliste par un lent processus dont

le mouvement s'accroîtra à mesure que la nouvelle organisation se consolidera et manifestera des heureux effets. Elle permettra de faire durer cette confiscation des dizaines d'années, de sorte qu'elle ne deviendra pleinement efficace que pour la génération nouvelle qui aura grandi dans ce nouvel état de choses et à qui on aura appris à ne plus compter sur le capital et les intérêts. La confiscation perd ainsi ce qu'elle a de pénible, on s'y habituera, elle paraîtra moins douloureuse. Plus la conquête du pouvoir politique par le prolétariat se fera pacifiquement, plus solidement ce pouvoir sera organisé, plus il sera éclairé, et plus on pourra s'attendre à ce que la forme plus raffinée de l'impôt progressif soit préférée à la forme plus primitive de la confiscation.

Je me suis longuement arrêté sur cette question parce qu'elle est une des principales objections de nos adversaires, et non pas parce que la solution présente de très grandes difficultés. Ce n'est que plus tard que nous nous trouverons en présence de très sérieuses difficultés. L'expropriation des moyens de production est relativement le plus simple des grands changements qu'entraînera la révolution sociale. Pour l'opérer, il suffit d'avoir la puissance nécessaire, et cette puissance est l'hypothèse sur laquelle repose toute notre étude. Les difficultés du régime prolétarien ne sont pas du domaine de la propriété, mais de celui de la production.

CHAPITRE V

Augmentation de la production

Il y a différents moyens d'augmenter rapidement la production. Deux de ces moyens les plus efficaces ont déjà acquis une grande importance.

Tous deux sont employés avec succès par les trusts américains qui, en général, nous apprendront bien des choses sur les méthodes de la révolution sociale. Ils nous montrent comment on peut, d'un coup de baguette, augmenter la productivité du travail. On y arrive simplement en concentrant toute la production dans les exploitations les plus parfaites et en laissant chômer toutes celles qui n'ont pas atteint ce degré de perfection.

Le trust des sucres, par exemple, a, il y a quelques années, utilisé un quart seulement des raffineries qu'il possédait, et a produit autant de sucre dans ce quart de ses usines, qu'on en produisait auparavant dans toutes les usines réunies. Le trust du whisky a acheté 80 grandes distilleries dont 48 ont été mises immédiatement

200 ouvriers ; des 200.000 il n'en restera plus alors que 800.

La surveillance et le contrôle de 800 exploitations ne sont plus une impossibilité.

De là un nouveau point de vue digne de remarque. Nos adversaires et les pessimistes qui se trouvent dans nos propres rangs doutent de la maturité de notre société pour la production socialiste, à cause des nombreuses petites industries qui végètent et dont elle est incapable de se débarrasser promptement. Et avec un air de triomphe on nous rappelle sans cesse le grand nombre de petites exploitations qui subsistent encore. Mais notre maturité pour le socialisme ne se mesure pas par le nombre des petites exploitations qui subsistent encore, mais par le nombre des grandes exploitations qui existent déjà. Sans le développement de la grande exploitation, le socialisme est impossible. Mais là où la grande exploitation est déjà bien développée, il sera facile au socialisme d'y concentrer la production et de faire promptement table rase de la petite exploitation. Les oiseaux de mauvais augure qui ne savent prédire au socialisme que les malheurs qui l'attendent, se cramponnent opiniâtrement à ce fait que de 1882 à 1895 le nombre des petites exploitations a augmenté de 1,8 p. 100 dans l'empire d'Allemagne; ils ne veulent pas voir cet autre fait que dans le même intervalle le nombre des grandes exploitations comptant plus de 50 ouvriers a augmenté de